

Claude Cuénot, *Ouvriers et mouvement ouvrier dans le Doubs de la Première Guerre mondiale au début des années 1950.*

par [Notes de lecture de la revue Le Mouvement social](#) · 23/01/2021

Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, « Annales littéraires », 2020, 542 p. Préface de Xavier Vigna. [ISBN : 978-2-84867-777-4](#)

L'ouvrage de Claude Cuenot arrive à point nommé. Il s'inscrit parfaitement dans l'esprit du programme d'histoire contemporaine pour les concours du Capes et de l'agrégation qui invite les candidat·es à s'interroger sur la diversité des mains-d'œuvre industrielles et artisanales en Europe occidentale au XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e siècle. Ce livre est la version remaniée d'une thèse d'histoire dirigée par Serge Wolikow et soutenue à l'université de Bourgogne en décembre 2000¹. Claude Cuenot enseigne l'histoire au lycée Xavier-Marmier à Pontarlier et a coordonné l'équipe de Franche-Comté du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* pour la période 1940-1968².

Cette recherche se rattache à une historiographie des mondes du travail qui s'est profondément renouvelée dans les années 1980 en explorant la diversité des mondes ouvriers et des modes de production³. En investissant le terrain doubien, l'auteur souhaite enrichir cette historiographie en s'intéressant aux « ouvriers ruraux au XX^e siècle [qui] demeurent assez peu étudiés par les historiens » (p. 25) Il propose de montrer comment le mouvement ouvrier doubiste, composé de groupes très hétérogènes, arrive à former une classe à certains moments de son histoire (p. 21). Pour réaliser cela, l'auteur s'appuie sur le cadre conceptuel proposé par Gérard Noiriel. Pour faire « classe », les groupes ouvriers doivent non seulement s'organiser institutionnellement, mais aussi partager un référentiel commun. C'est à l'aide de ce cadre conceptuel que Claude Cuenot entreprend une histoire fine des organisations militantes et politiques liées au mouvement ouvrier. Tout au long de l'ouvrage, il accorde une place centrale à la notion de *génération* ouvrière et militante. Qu'est-ce qui, concrètement, rend possible le sentiment d'appartenir à une même classe sociale ? Inversement, qu'est-ce qui fait voler en éclat cette identité ouvrière si fragile, faisant de la classe ouvrière un objet en perpétuelle reformation ? La diversité des mains-d'œuvre peuplant ce département rural rend encore plus pertinente cette lecture par le prisme générationnel. À ce sujet, quelques parcours de militant·es, qui incarnent ces différentes générations (1917-1920 ; 1936 ; 1945-1950), donnent davantage corps à cette histoire institutionnelle. Enfin, les propos de l'auteur sont complétés par de nombreuses cartes, statistiques et illustrations.

Dans une première partie, Claude Cuenot met en évidence les freins et obstacles à la constitution d'une identité ouvrière et à l'implantation du socialisme dans le Doubs entre les années 1880 et la Première Guerre mondiale. Le Doubs est un département rural où domine l'idéal de la petite exploitation agricole. Ce n'est qu'en 1926 que les ouvriers constituent la majorité des actifs (p. 74). Les établissements industriels de plus de cent salariés se situent essentiellement autour d'Audincourt, Montbéliard, Besançon, Morteau et Pontarlier. La branche métallurgique représente alors trois emplois industriels sur cinq entre 1914 et 1950. Dans le reste du département, les petites et moyennes entreprises dominent. Les ouvriers qui y travaillent sont dispersés dans des zones rurales où le patronat peut exercer sa domination.

C'est le cas dans les horlogeries ou les scieries du Haut-Doubs. Jusqu'en 1914, la main-d'œuvre ouvrière doubienne se recrute majoritairement à l'échelle locale, même si un vivier d'ouvriers allemands, italiens et suisses vient renforcer ses rangs.

La dispersion des ouvriers et le faible apport d'une main-d'œuvre extérieure laissent au patronat le champ libre pour exercer sa domination sur les communautés locales. Cette domination est d'abord sociale. Les Japy et Peugeot mettent en œuvre une politique paternaliste visant à stabiliser et contrôler la main-d'œuvre locale. Cette domination patronale est aussi politique. Ces industriels cumulent les mandats locaux et nationaux. À l'instar des Schwob et Peugeot, ils sont souvent proches des radicaux et dreyfusards. Comme le souligne l'auteur, cela tranche avec l'attitude conservatrice d'autres grands industriels, comme les Schneider au Creusot ou les Michelin à Clermont-Ferrand. À côté de ce grand patronat républicain, l'Église constitue le second obstacle à l'affirmation d'une identité ouvrière dans le Doubs. Autour du Secrétariat social fondé à Besançon avant la Première Guerre mondiale et de la Fédération des syndicats d'Union sociale de Franche-Comté, qui rejoint la CFTC en 1919, les militants catholiques promeuvent la collaboration de classes. Au début des années 1920, le réseau du Secrétariat social de Besançon groupe plus de 6 000 sociétaires dans le département ! Le Secrétariat joue un rôle social important au sein de la communauté ouvrière bisontine, puisqu'il gère une salle de cinéma, un restaurant coopératif et cinq associations sportives confessionnelles (p. 126).

Ce poids du patronat et de l'Église sur les communautés locales explique l'absence d'identité commune ouvrière avant la Première Guerre mondiale. « C'est tardivement que des groupes ouvriers s'associent au mouvement syndical et socialiste naissant dont les orientations sont encore mal définies » (p. 104). Au début du XX^e siècle, le Doubs se caractérise par ses « déserts syndicaux », à l'exception de Besançon où la pratique syndicale est bien ancrée. Les militants bisontins promeuvent un syndicalisme « pragmatique » et modéré, entretenant des liens étroits avec les républicains et les radicaux (p. 151). La Bourse du travail de Besançon et la coopérative socialiste Le Cercle du travail constituent les deux lieux où les syndicalistes et socialistes bisontins peuvent se réunir, échanger et se former – notamment grâce à leurs bibliothèques.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, Claude Cuenot met en avant le rôle que joue la Première Guerre mondiale dans la formation d'une identité ouvrière dans le Doubs. Les métallurgistes grenoblois, lyonnais et parisiens affectés dans les usines de guerre du Pays de Montbéliard apportent et transmettent leurs pratiques militantes à une nouvelle génération d'ouvrières et d'ouvriers locaux marquée par l'expérience de la rationalisation du travail, des journées de 12 heures et d'une discipline au travail accrue. Les grèves des années 1917-1920 constituent un moment de politisation pour ces ouvriers. Cela se traduit par un doublement du nombre d'adhérents à la Fédération socialiste du Doubs entre 1918 et 1919, et surtout par une « syndicalisation de masse » dans le Pays de Montbéliard. En juin 1919, les effectifs départementaux de la CGT s'élèvent à près de 19 000 adhérents. L'échec des grèves de 1920 et l'effondrement des effectifs syndicaux qui s'ensuit mettent en lumière la fragilité de cette politisation.

Dans cette deuxième partie, l'auteur met parfaitement en lumière les trajectoires territoriales prises par le mouvement ouvrier doubiste dans les années entre 1914 et 1934. La ville de Besançon constitue un bastion socialiste et cégétiste. La Maison du peuple, portée par le socialiste Auguste Jouchoux et le syndicaliste Georges Vagneron, symbolise la stratégie adoptée par le mouvement ouvrier local. Il s'agit d'agir à l'échelle de la ville en favorisant les

liens entre socialistes, coopérateurs et cégétistes. Le Parti communiste, très implanté dans le Pays de Montbéliard, adopte une démarche très différente. Sa stratégie de bolchevisation est « fondée sur des groupes de base, les cellules, qui doivent grouper les adhérents sur le lieu de travail et non plus sur le lieu de résidence » (p. 259). Claude Cuenot montre les limites de cette stratégie dans un département rural où les ouvriers vivent très souvent loin de leurs lieux de travail. En 1929, les effectifs du Parti communiste sont inférieurs à ceux de la SFIO dans le Doubs (p. 261). Quant à la CFTC, elle est surtout implantée chez les métallurgistes du Pays de Montbéliard, ainsi que dans les horlogeries et scieries du Haut-Doubs.

La dernière partie de l'ouvrage est intitulée « L'affirmation de la classe ouvrière » entre 1934 et les années 1950. L'auteur montre comment le mouvement ouvrier se restructure et se revitalise autour de la lutte antifasciste en 1934 et des grèves de 1936. Ces luttes entraînent à nouveau une forte poussée syndicale, puisque les effectifs de la CGT atteignent 36 000 adhérents dans le département en 1938 ! Une nouvelle génération militante émerge. Comme le souligne justement Claude Cuenot, la syndicalisation « permet d'affirmer une appartenance de classe, de s'affilier à un mouvement global de solidarité ouvrière » (p. 336). Si la poussée syndicale est significative, le cas du mouvement ouvrier doubien révèle que le lien entre syndicalisation et vote à gauche est loin d'être mécanique. Lors des législatives de 1936, c'est la droite qui l'emporte dans le Doubs. Ainsi, l'industriel François Peugeot, qui bénéficie de l'appui des radicaux et des catholiques, est élu dès le premier tour ! Dans les années 1930, la CFTC est un acteur de premier plan au sein du mouvement ouvrier doubiste. En 1938, elle fédère 4 700 adhérents dans ce département. Quant au Parti communiste, il peine à pénétrer les campagnes. En 1937, il ne compte que 1 400 adhérents. Ce schéma se reproduit lors des grèves des années 1947-1950. Là encore, malgré un nouveau mouvement de syndicalisation, c'est la droite qui l'emporte lors des élections législatives de 1946 – à l'exception de Besançon où les socialistes s'imposent. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est encore le syndicat, et non la SFIO ou le PC, qui est l'institution centrale du mouvement ouvrier doubiste. Cette centralité est renforcée par l'intégration croissante du syndicalisme dans la gestion du social.

L'ouvrage de Claude Cuenot participe pleinement à l'enrichissement de l'historiographie des mondes ouvriers. Le cas du Doubs met en évidence les « oppositions idéologiques parfois très vives [qui] traversent le mouvement ouvrier » (p. 483). Dans ce département rural, l'Église et le patronat exercent une grande influence sur les communautés ouvrières durant toute la première moitié du XX^e siècle. Cette influence explique en partie la trajectoire « réformiste » prise par le mouvement ouvrier doubien.

Julien Caranton